

UNE VUE DU LAVUE

LABORATOIRE ARCHITECTURE VILLE URBANISME ENVIRONNEMENT



QUOI DE NEUF...

L'AG du 26 septembre à Nanterre a dressé un bilan des activités du LAVUE depuis le séminaire de Sologne en 2015. Les premiers résultats de l'enquête par questionnaires auprès des membres a montré une activité foisonnante et très internationale. Les axes, en coordination avec le conseil scientifique, ont pris une place centrale. Ils ont permis aux chercheurs des équipes locales de discuter et d'initier des collaborations. Ils ont assuré la répartition des crédits aux missions, aux colloques et aux publications en fonction de critères scientifiques et transparents. Leur bilan a fait émerger des thématiques partagées comme les temporalités urbaines, le rapport urbain-rural, la recherche citoyenne et coopérative et la transition environnementale.

Le groupe projet a exposé ses réflexions en vue du rapport HCERES. Adopter l'étiquette "Études Urbaines" permettrait de mieux nous positionner dans le paysage de la recherche française et internationale. Sans renier son origine dans la rénovation urbaine ou de la politique de la ville, nous retenons deux traits de ce courant justement caractéristiques du LAVUE: son interdisciplinarité et sa méthode de travail partenariale. Aujourd'hui, les partenaires ont évolué vers des échelons plus fins de l'administration territoriale, la société civile et associative. Ce changement propose deux nouvelles thématiques. La première porte sur les relations entre science et société. Comment la recherche s'insère-t-elle dans des jeux d'acteurs qui poussent à rendre des



comptes et à mieux justifier le rôle de la science aujourd'hui? La deuxième porte sur la transition environnementale. Comment tenir compte des alarmes tirées par les sciences de l'environnement, des injonctions contradictoires des institutions publiques quant à l'aménagement des territoires entre rural et urbain, des défis qu'elles posent aux sciences du design et de la conception et des mobilisations et des résistances qu'elles suscitent? La discussion est lancée.

Entre-temps... Stéphanie Vermeersch est devenue Directrice Adjointe Scientifique à l'INSHS en charge de la section 39, Bravo ! Nous avons donc élu (unanimement!) Stéphane Tonnelat pour la remplacer à la direction. Il laisse sa place de Président du Conseil Scientifique à Ioana Iosa. Bienvenu.e.s à tou.te.s !

Emmanuelle LALLEMENT,
réjoint l'équipe AUS
du LAVUE en 2017

NOUS A REJOINT

Nommée professeure à l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université Paris 8, Emmanuelle Lallement rejoint le LAVUE-équipe AUS. Elle était auparavant MCF à Paris-Sorbonne Celsa, et chercheure associée à l'Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie des mondes contemporains-Laboratoire Anthropologie Urbanités Mondialisation (LAUM).

Anthropologue formée à l'anthropologie des mondes contemporains depuis les années 1990, Emmanuelle développe une anthropologie qui vise à saisir les processus de production des pratiques sociales et des espaces urbains. Elle a développé des recherches individuelles et collectives sur les villes, en particulier Paris, en explorant trois principales dimensions : celle des situations d'échange marchand, celle des espaces publics, celle des circulations et mobilités dans le cadre de la globalisation. C'est ainsi qu'elle a mené des enquêtes de terrain sur des opérations culturelles événementielles (Fête de la Musique, Paris Plage, Nuits Blanches), sur des espaces marchands (marchés, centralités marchandes, commerces), sur des problématiques résidentielles



(phénomène de la résidence secondaire urbaine). Elle a notamment publié l'ouvrage *La ville marchande. Enquête à Barbès et Paris Résidence Secondaire* (avec S. Chevalier et S. Corbille) ainsi que des articles sur les rassemblements urbains de type festif.

Si ses récents terrains portent principalement sur Paris, elle cherche à saisir les opérations par lesquelles des organisations marchandes et des institutions sociales et politiques, des habitants et des touristes, participent à faire de la ville un lieu spécifique de culture, de valeurs, de représentations et d'imaginaire. Elle a ainsi des liens avec plusieurs chercheurs du LAVUE avec lesquels elle partage le goût pour l'enquête ethnographique de terrain.

En mission au Ministère de la Culture où elle développe la politique des publics dans le domaine patrimonial, elle participe aussi à des

études et à des colloques sur la médiation culturelle ainsi qu'aux travaux sur l'éducation artistique et culturelle qui intéressent les politiques territorialisées de démocratisation culturelle.

En poursuivant ces recherches et en les inscrivant dans l'axe 1 « Fabrications de l'urbain » du LAVUE, elle entend contribuer à la réflexion sur les changements culturels et urbains, sur les processus de fabrication des espaces et des temps de la ville, prise dans sa quotidienneté mais également dans sa circulation matérielle et symbolique dans la globalisation.

DROIT À LA VILLE AU SUD, PRATIQUES CIDADINES ET RATIONALITÉS DE GOUVERNEMENT

Action liée à l'AXE 2

Le LAVUE participe à l'organisation du colloque final du programme DALVAA « Repenser le droit à la ville depuis les villes du Sud – regards croisés Amérique latine-Afrique » dirigé par Amandine Spire et Marianne Morange (CESSMA – Paris Diderot), et réunissant 15 chercheur.e.s. dont 3 sont membres du LAVUE (Aurélien Quentin, Pascale Philibert et Marie Bridonneau). Ce colloque intitulé « Droit à la ville au Sud, pratiques citoyennes et rationalités de gouvernement » se tient du 15 au 17 novembre 2017 à l'Université Paris-Diderot, et réunit une soixantaine d'intervenants en provenance du monde entier, venus parler de villes africaines, latino-américaines et asiatiques.

La notion de droit à la ville a récemment été remobilisée dans les sphères académiques et militantes en se chargeant de multiples sens, ce qui pose la question de son statut : tantôt considérée comme un slogan et un programme politique, tantôt comme une catégorie d'analyse, les deux niveaux sont le plus souvent entremêlés. Face à cette difficulté, nous proposons de remettre en travail cette notion à partir des villes du Sud en décalant sa portée critique : il s'agit d'aborder le droit à la ville comme un concept analytique qui



permet de penser la dimension politique des pratiques quotidiennes des citoyens dans leurs relations aux rationalités de gouvernement. En effet, c'est à travers leurs pratiques de l'espace urbain que les citoyens font l'expérience de processus d'exclusion sociale, de relégation, de marginalisation, mais aussi d'inclusion politique et sociale, d'affirmation de formes de citoyenneté en partie locale dont le contenu reste éminemment difficile à interpréter. Il s'agit donc de comprendre comment les citoyens contribuent à construire un ordre urbain social et spatial à travers la répétition au quotidien de gestes, la consolidation de liens sociaux, l'adhésion pratique à des règles collectives, les manières d'occuper et de s'appropriier l'espace... Les pratiques citoyennes ont de longue date attiré l'attention des études urbaines sur les villes. Ce colloque se propose de nourrir et de prolonger ces travaux en questionnant la dimension

politique des expériences citoyennes au Sud. Le programme est organisé en différents panels autour des 5 grands thèmes suivants : 1. Le « droit à » être gouverné ? 2. Droit à la ville et processus de légitimation 3. Droit à la ville et néolibéralisation : inclusion versus exclusion 4. Le droit à la ville comme registre de l'action publique - construction de droits urbains 5. « Droit à la ville de fait » : entre insurgence pratique et mobilisation.

Toutes les informations sur le colloque et sur le programme DALVAA sont disponibles sur dalvaa.hypotheses.org

rés-EAUX

Le Réseau d'Études et d'Échanges en Sciences Sociales sur l'Eau – rés-EAUX – est une association créée en 2015 qui a pour buts de dialoguer, de soutenir et d'appuyer des initiatives scientifiques ou de cultures scientifiques et techniques autour du thème de l'eau et ses enjeux sociaux dans différentes régions du monde.

Dans une perspective résolument pluridisciplinaire et internationale, le Rés-EAUX compte aujourd'hui plus de 70 membres (étudiants de master, doctorants, post-doctorants, enseignants chercheurs et chercheurs) associés à des universités ou des instituts de recherche et de formation, et travaillant aussi bien en France qu'à l'étranger. L'accueil et l'accompagnement dans leurs travaux de jeunes chercheurs font notamment partie des objectifs principaux de cette association. Plusieurs de ses membres font partie de l'UMR LAVUE et participent activement aux axes 1



(Fabrications de l'urbain), 2 (Justice et des inégalités) et 5 (Interfaces et nouvelles dynamiques d'urbanisation).

La plate-forme numérique de discussions et de mutualisation scientifique animée par le rés-EAUX (reseaux.parisnanterre.fr) permet aux membres de partager leurs travaux et analyses. Outre l'échange d'informations sous diverses formes (publications, veille scientifique), le montage de projets de recherche en commun fait partie des activités du rés-EAUX et se traduit par l'organisation de séminaires, ateliers, conférences et débats.

L'actualité 2017-2018 du rés-EAUX est ponctuée par différents événements : la tenue mensuelle de rencontres-débats : les « apér-EAUX scientifiques » ; l'organisation des prochaines « Doctoriales en Sciences Sociales de l'eau » du 4 au 6 décembre 2017 ; la diffusion d'une exposition de photographies de terrain prises par des chercheurs : « L'eau ne tombe plus du ciel » ; la publication d'un ouvrage collectif portant sur « l'écologie politique de la pêche » (2018) suite au séminaire thématique organisé par le rés-EAUX.

PATRIMONIALISATION, RENOUVELLEMENT URBAIN ET VILLE DURABLE. LES DÉFIS D'UN QUARTIER EMBLÉMATIQUE DES EXPÉRIMENTATIONS ARCHITECTURALES, URBAINES ET SOCIALES DU XXE SIÈCLE : LA MALADRERIE À AUBERVILLIERS

Recherche liée à l'AXE 3

Sabrina Bresson, Ioana Iosa, Anaïs Leblon

Après une période de délaissement marquée par des changements de peuplement et des formes de stigmatisation sociale, la Maladrerie à Aubervilliers est désormais la cible du nouveau programme national de rénovation urbaine qui vise à revaloriser le quartier tout en relevant les défis de la « durabilité », c'est-à-dire d'un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable. Dans le cadre d'un projet de recherche MSH Nord engagé en 2016, nous avons saisi ces transformations urbaines comme une opportunité pour observer les enjeux de requalification physique et symbolique d'un patrimoine habité dans un quartier populaire. La précarité économique et sociale d'une grande partie des habitants de la Maladrerie, cité labellisée « patrimoine architectural du XXe siècle », nous a en effet conduit à travailler sur les sens et enjeux de cette patrimonialisation pour les différents acteurs : élus, artistes, habitants, architectes, bailleurs sociaux, acteurs de la rénovation urbaine. Est-elle perçue comme une opportunité ou bien une contrainte ? Comment concilier patrimonialisation et rénovation urbaine, maintien de l'existant et remise aux normes, cela sans perdre la dimension sociale de l'habitat ? Partant de l'hypothèse de la difficile patrimonialisation d'un logement social – certes hérité d'un projet social utopique, mais présentant aujourd'hui un ensemble de défaillances techniques et se trouvant fortement stigmatisé du fait des problèmes sociaux et

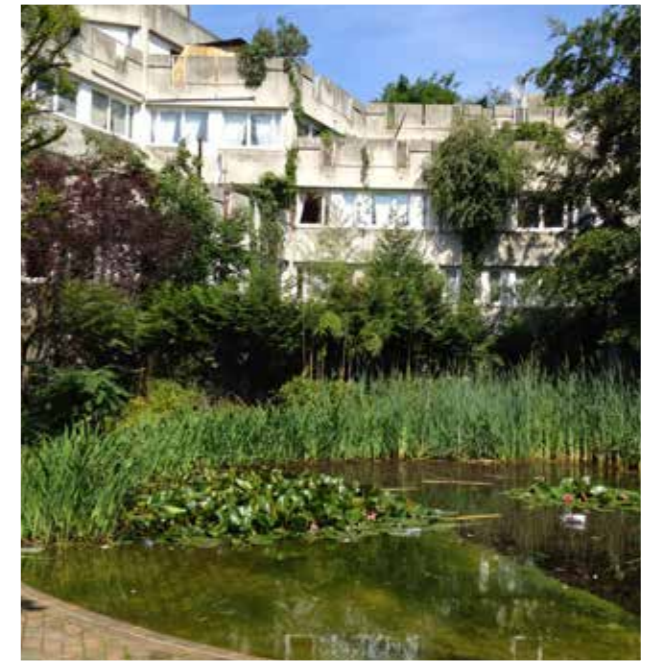
CONDITIONS CIDADINES ET ENCADREMENTS RENOUVELÉS DANS LES PÉRIPHÉRIES D'ADDIS-ABEBA

Recherche liée à l'AXE 4

Marie Bridonneau

Addis-Abeba est une ville en chantier. À la faveur de politiques de redéveloppement urbain entreprises par l'État éthiopien depuis le milieu des années 2000, les quartiers centraux sont régénérés et de larges zones d'extension sont planifiées dans les périphéries non bâties de l'agglomération. Les franges méridionales constituent un des principaux axes du développement urbain : le long d'une nouvelle voie de contournement s'égrènent un *IT-village* en devenir, des panneaux annonçant l'implantation future d'établissements industriels et de multiples chantiers de construction d'habitat collectif et individuel accueillant, parmi d'autres, les citoyens déplacés des espaces centraux. Le district *Akaki-Kality* renferme en effet de vastes sites de logement *condominium*, programme phare d'accès au logement et à la propriété porté par l'État. De larges emprises foncières sont également attribuées à des nouveaux accédants, réunis en association (de 12 membres) qui prennent eux-mêmes en charge la construction de leur logement, et en grande partie, la viabilisation de leur parcelle. Constituées il y a plus de dix ans, ces associations ont perdu la plupart de leurs membres d'origine : les parcelles font l'objet de vente et de revente, le prix initial pouvant être multiplié par 10 ou par 20. Plus modestes sont les reliquats des politiques urbaines anciennes, davantage tournées vers les plus modestes : petites maisons de logement social ou concédées en accès social à la propriété.

Entre juin et août 2017, j'ai concentré mon travail de terrain sur ces



économiques de sa population – nous souhaitons interroger la manière dont certains acteurs patrimoniaux en viennent à utiliser l'argument « écologique » en parallèle à celui d'utopie architecturale à préserver.

De même, la question de la participation des habitants et de leur implication, à la fois dans le processus de patrimonialisation et dans celui de co-construction du processus de rénovation urbaine est centrale. Nos enquêtes révèlent déjà une grande distance envers les programmes de démocratie participative mise en place par la municipalité et l'ANRU, voire de méfiance, ce qui confirme ce que de multiples travaux ont déjà mis en avant sur les limites des dispositifs participatifs concernant la politique de la ville ou celle du patrimoine.



trois formes d'espace conçus dans les confins méridionaux d'Addis-Abeba. Dans un contexte de lourde contrainte politique et de forte frustration populaire qui se cristallisent tout particulièrement sur les questions d'accès au logement et au foncier, les enquêtes menées auprès des citoyens installés dans ces nouveaux espaces de la ville permettent d'envisager la ville à l'écart des discours qu'elle produit. En privilégiant une approche par les pratiques quotidiennes, j'ai cherché à dessiner les contours politiques et sociaux du nouvel ordre urbain qui émerge en révélant une redéfinition des relations État/citoyens. Ce nouvel ordre se traduit dans les différents espaces considérés par, entre autres, la constitution de collectifs d'encadrement aux niveaux très fins du bloc de condominium ou de l'association de copropriété.

Cette mission a été financée par le programme de Soutien à la mobilité internationale de l'InSHS-CNRS.

Image : les condominiums de Tulu Dimtu (Addis-Abeba), aux confins de la citoyenneté

JOURNÉES DOCTORALES DU LAVUE

1 décembre 2017, 9h30-18h30

Université Paris Nanterre

UMR CNRS 7218 LAVUE

Bâtiment M. Weber

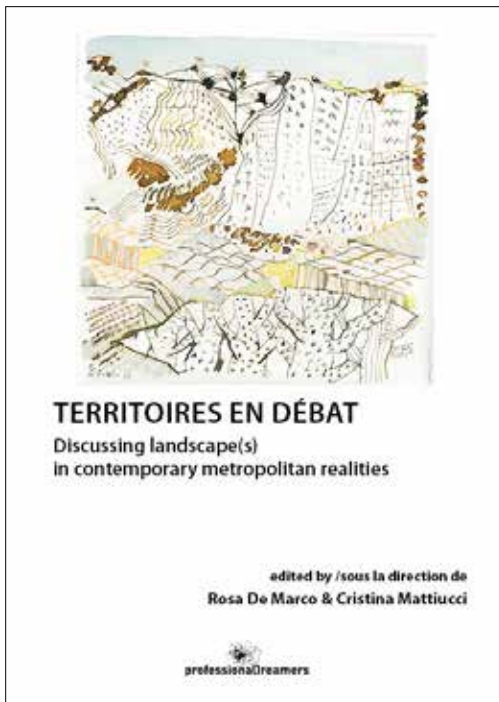
200 avenue de la République

92001 Nanterre

De Marco, R., Mattiucci, C. (2015), Territoires en débat. Discussing landscape(s) in contemporary metropolitan realities, Professionaldreamers

Les nombreuses mutations des villes et des territoires contemporains nous interrogent sur la viabilité des outils conceptuels et opératoires, des catégories et des paradigmes utilisés jusqu'à présent pour comprendre et pour agir sur les paysages et sur les réalités socio spatiales concernées. Les territoires de montagne proposés comme terrain d'observation privilégié de phénomènes plus diffus, deviennent en même temps des laboratoires d'expérimentation tant pour l'organisation socio-politique que pour la production spatiale. L'exploration des imaginaires du paysage montagnard, l'étude des pratiques quotidiennes et des formes de gouvernance en devenir, l'ouverture de la planification à l'approche paysagère diversifiée, la dimension post-métropolitaine des contextes étudiés, sont les thèmes principaux du débat. Les issues sont multiples : inverser le regard

sur la relation entre les territoires urbain et non-urbains ; prendre en compte les imaginaires, les pratiques sociales et leurs mise en espace dans les pratiques de planification ; réinventer le lien entre le développement territorial et le projet spatial.



Dans ce contexte, le paysage et le projet de paysage émergent en tant que levier pour réinterpréter les processus territoriaux et pour redéfinir les modes et les formes des transformations territoriales. Comme souligné par le titre, l'ouvrage vise à contribuer à un débat plus large en proposant le paysage – entendu comme notion interprétative et comme construction territoriale - comme filtre pour questionner les réalités métropolitaines contemporaines. Cet ouvrage restitue et prolonge le dialogue né autour de ces thématiques lors de la rencontre entre chercheurs français et européens, réunis dans le cadre du séminaire international « Territoire en débat : la montagne comme jardin urbain? » organisé à l'ENSA – Paris La Villette en novembre 2013.

Desbois, H., Gervais-Lambony, P. (2017), «Les lieux que nous avons connus...», Presses universitaires de Paris Nanterre.

Cet ouvrage est constitué de deux essais qui fonctionnent en connivence, issus d'heureuses surprises et de convergences intellectuelles. L'occasion en a été offerte par le programme « L'Humain impensé, débats et enquêtes » de la Comue Paris Lumières (associant en l'occurrence les universités de Paris Nanterre et de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et le Collège international de philosophie) qui se proposait de confronter les conceptions de l'humain qui sous-tendent les différentes sciences humaines et sociales. L'enjeu est donc ici d'explicitier de quel humain parle la géographie, ou encore de préciser comment la question de l'humain peut émerger dans cette discipline. Cela suppose, nécessairement, une entrée par la question de la relation humaine à l'espace. Dans le premier essai, Henri Desbois explique

pourquoi la géographie a peu traité la question de l'humain qui a été introduite assez tardivement, par le courant dit « humaniste », en particulier au moyen d'un dialogue entre géographie et œuvres littéraires (entendues au sens très large, de la poésie à l'autobiographie, de la chanson au roman, etc.) : paradoxalement l'étude d'œuvres littéraires ouvre la voie à une « géographie de l'expérience ». Le second essai, par Philippe Gervais-Lambony, est une mise en pratique de ce type d'approche. Le point de départ en est une analyse de la restitution de l'expérience spatiale dans l'œuvre de Saint-Exupéry, le point d'arrivée en est une réflexion sur l'expérience de l'espace urbain (vu à travers, notamment, le cas sud-africain). Cendrars, Proust, Camus, Bernanos mais aussi Piaf ou Spielberg et bien d'autres aident à montrer de quelle façon la littérature, en rendant compte de l'expérience subjective de l'espace, permet à la géographie de réintégrer le facteur humain. Au delà, c'est la question des rapports entre la littérature et les sciences humaines et sociales en général qui est posée ici.

